

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
D'AUSSAC-VADALLE

**délibération :
D_2025_2_3**

L' an deux mille vingt cinq, le mardi 18 février à 18 h 30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire en mairie, sous la présidence de Monsieur LIOT Gérard, Le Maire.

Nombre de conseillers en
exercice : 12

Date de convocation du : 13 Février 2025

Présents : 11

Présents : Monsieur LIOT Gérard, Madame COUSSAUD Béatrice, Monsieur CHAMBRE Damien, Madame AUPY Jocelyne, Madame BIZE Aurélie, Madame DUPUY Marine, Madame KERJEAN Madeleine, Monsieur LEDIRAISON Guillaume, Monsieur LEGRAND Xavier, Monsieur LEHEMBRE Pierre-Yves, Madame LIOT Régine

Votants : 11

Absent(s) : Monsieur LAMACHE Christophe

**Objet : Dénomination de la
Résidence Habitat inclusif**

Excusé(s) :

Secrétaire de Séance : Madame Madeleine KERJEAN

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de choisir un nom pour la Résidence Senior Habitat inclusif. En effet afin d'éviter toute confusion dans la désignation de la Résidence, sis 72 rue de la République, il serait pertinent de la dénommer.

La Résidence est implantée dans la section de la Plaine de Vadalle, on trouve également de nombreuses résidences seniors qui prennent des noms de fleurs. Monsieur Le Diraison demande si il y a une espèce faunistique ou florale spécifique à notre territoire. Monsieur le Maire répond que, généralement c'est des noms assez compliqués à retenir, qu'il serait préférable de prendre un nom simple.

Comme nous avons réalisé un verger d'espèces anciennes attenant à la Résidence il propose de la nommer Résidence du Verger.

Le conseil après en avoir délibéré accepte à l'unanimité la proposition du maire et l'autorise à signer tous les documents nécessaires.

Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.
En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Emis le 18/02/2025, transmis en sous-préfecture et rendu exécutoire selon date de l'accusé de dématérialisation.

Fait et délibéré les mêmes
ans, mois et jours que ci-
dessus.
Au registre sur les signatures
pour copies conformes,
Le Maire,
Gérard Liot